



L'adjoint au Maire en charge de la sécurité civile, de la gestion des risques et du plan communal de sauvegarde, de l'économie et l'attractivité économique, des technopoles et zones d'entreprises, du tourisme durable et les congrès, de l'économie sociale et solidaire



Le 16 JAN. 2026

ENSM-ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME
représenté(e) par Monsieur LAMBERT FRANCOIS

10 QUAI FRISSARD
76600 LE HAVRE

OBJET : SECURITE INCENDIE - Observations de la Commission Communale de Sécurité
AT N° 013055 25 00642P0 du 01/10/2025
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME - CENTRE DE MARSEILLE
39 AVE DU CORAIL 13008 MARSEILLE

REFERENCES A RAPPELER : T2183 - PV N° 30-2026 du 07/01/2026

PJ : copie du procès-verbal

Affaire suivie par DPPGR / Service ERP

Monsieur,

Veuillez recevoir, sous ce pli, la notification du procès-verbal portant l'AVIS FAVORABLE formulé par la Commission Communale de Sécurité en date du 04/01/2026 concernant l'autorisation de travaux n° 013055 25 00642P0 du 01/10/2025 relative à la réhabilitation de la passerelle métallique.

Les prescriptions formulées dans le présent procès-verbal devront être respectées.

Je reste à votre disposition pour tous renseignements que vous jugerez utiles.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre COCHET

PV n° 30-2026

Du 07/01/2026

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA VILLE PROTEGEE
Suivi par : TL - PHV

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION COMMUNALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public s'est réunie le mercredi 7 janvier 2026 à 09h30 pour étudier :

- ☐ Demande d'autorisation de travaux n°013055 25 00642P0 du 1^{er} octobre 2025 –Rénovation du bâtiment C (Passerelle) et mise en conformité de l'échelle à crinoline.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM)
Référence BMPM	G1692
Référence DPPGR	T2183
Adresse	39, avenue du Corail - 13008
Type	R, L, N et S
Catégorie	3 ^{ème}

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Jean-Michel WAGNER	Agent de la commune de Marseille
/	Représentant de la circonscription de Sécurité Publique
MJR Thierry PASCUAL	Rapporteur représentant le commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Jean-Pierre COCHET	Adjoint au Maire de Marseille

Autres participants :

- ☐ **Bernard Audan** – DPPGR – Ville de Marseille
- ☐ **LV Mathieu Lachapelle** – PVT – BMPM
- ☐ **MP Stéphane Gues** – PVT – BMPM
- ☐ **PM Max Roturier** – PVT – BMPM
- ☐ **EV1 Jean-Christophe Prohom** – PVT – BMPM
- ☐ **Stéphanie Prayal** – PVT – BMPM

DESCRIPTIF DE L'ETABLISSEMENT

1. Objet

Le présent procès-verbal concerne la demande d'autorisation de travaux n°013055 25 00642P0 du 1^{er} octobre 2025. Le projet consiste à réhabiliter le bâtiment C « Passerelle » de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM).

2. Préambule

Ce groupement d'établissements est composé de 15 bâtiments non isolés entre eux selon l'article GN 2. Il est placé sous une direction unique représenté par le directeur.

Les bâtiments de TANGRAM (CMA/CGM Académie), présents sur le même site, ne font pas partis de ce groupement et leur suivi par la commission de sécurité est distinct.

Cette demande d'autorisation de travaux concerne uniquement le bâtiment C, qui s'apparente à une passerelle de navire.

3. Classement

Selon la déclaration du chef d'établissement, le groupement d'établissements est susceptible d'accueillir 606 personnes au titre du public et 84 personnels soit un effectif total de 690 personnes. Il est classé en type R de 3^{ème} catégorie avec des activités de types L, N, S.

Le bâtiment C quant à lui peut accueillir un effectif de 26 personnes au titre du public.

4. Descriptif simplifié de l'établissement avant travaux

4.1. Implantation / Desserte / Construction

Situé sur un terrain de 10 hectares, la plupart des bâtiments ont été construits entre 1965 et 1967. Ceux-ci ont une hauteur inférieure à 8 mètres.

Le bâtiment C a été conçu en 1965 comme une passerelle de bateau. Il est à structure métallique en réplique des constructions navales et le plancher bas de la passerelle se trouve à environ 14 mètres du niveau d'accès des secours.

Une voie interne dessert l'ensemble des bâtiments depuis l'avenue du Corail et chacun dispose de baies accessibles au niveau des étages.

Le site est délimité :

- Au Nord, par l'avenue du Corail ;
- A l'Est, par une résidence à usage d'habitation, située en vis-à-vis et séparée par une aire supérieure à 8 m et la traverse Parangon ;
- Au Sud, par du terrain naturel arboré ;
- A l'Ouest, par la traverse Prat.

Les structures principales du bâtiment C sont métalliques, ne disposent d'aucune stabilité au feu, et surplombent le bâtiment A (**voir observation**).

Les structures des deux bâtiments sont indépendantes, à l'exception de l'escalier métallique d'accès à la passerelle qui repose sur la toiture terrasse du bâtiment A.

Tous les autres bâtiments ont une structure en béton. La distribution intérieure de l'ensemble des bâtiments est obtenue par un cloisonnement traditionnel.

4.2. Agencement

Bâtiment C :

- Au R+4, une ancienne passerelle d'un navire qui abrite, 3 salles de cours, un bureau, 2 réserves et dans le volume de l'escalier d'accès, un local technique des sociétés de téléphonie mobile, isolé ;
- Les niveaux du RDC au R+4 ne comportent aucun local.

4.3. Dégagement / GN 8

L'évacuation du public, du bâtiment C est réalisée par :

- 1 escalier encloisonné de 2 unités de passage (UP) ;

- 1 échelle à crinoline débouchant sur le toit du bâtiment A, considérée comme un dégagement accessoire¹.

4.4. Moyens de secours

L'établissement est doté des moyens de secours suivants :

- Un SSI de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1, commun à l'ensemble des bâtiments :
 - L'alarme générale n'est pas temporisée ;
 - La DAI est installée dans les circulations horizontales et les locaux à risques ;
 - Le matériel central est implanté dans un VTP situé au RDC du bâtiment B. Il est surveillé en permanence au moyen d'un tableau répéteur d'exploitation (TRE) implanté dans la loge d'accueil situé à l'entrée du site et dispose d'un système de renvoi des informations sur les téléphones portables du personnel désigné ;
 - Le grand amphithéâtre du bâtiment F est équipé du dispositif répondant à l'article L16 ;
- L'établissement dispose de 5 zones d'alarme (le bâtiment C est situé dans la ZA1) ;
- Un service de sécurité composé d'agents technique qualifié SSIAP, sur site pendant l'accueil du public de 8h00 à 18h00 ;
- Des extincteurs en nombre et appropriés aux risques ;
- Des robinets d'incendie armés au nombre de 6, implantés dans le bâtiment B ;
- Un téléphone urbain pour l'alerte des secours publics ;
- Des plans et consignes en cas d'incendie sont affichés de manière visible ;
- Un plan d'intervention à l'usage des sapeurs-pompiers apposé à la loge d'accueil et au accès à chaque bâtiment à étage ;
- 2 défibrillateurs cardiaque.

Le DECI est assurée par 5 points d'eau incendie privés, implantés sur le site.

5 Concernant la demande d'autorisation de travaux

5.1. Descriptif des travaux

Les travaux prévus dans le cadre de cette opération sont notamment :

- Réfection complète de la toiture, incluant l'isolation thermique, l'étanchéité et le traitement des eaux pluviales ;
- Traitement et rénovation des peintures ;
- Mise en conformité de l'échelle à crinoline ;
- Remplacement du sol souple, des faux plafonds et des revêtements muraux (Peinture) ;
- Cloisonnement de l'escalier, installation d'une trappe de désenfumage, ainsi que des portes coupe-feu ;
- Remplacement du paratonnerre du bâtiment ;
- Installation d'un système de ventilation simple flux.

5.2. Implantation / Desserte / Construction

La protection de la couverture de la toiture est conforme à l'article CO 17.

Les matériaux de façade mis en œuvre respectent les exigences de réaction au feu conformément aux articles CO 20 et CO 21.

Les cloisons de la cage d'escaliers sont coupe-feu (CF) de degré (°) une heure (**voir observation**).

Dans le cadre des travaux, une gaine CF°1h est créée pour le réseau de ventilation simple flux.

5.3. Agencement

Après travaux l'établissement est agencé comme suit :

- Au R+4, une ancienne passerelle d'un navire qui abrite, 3 salles de cours, un bureau, 2 réserves, un local technique et un sanitaire ;
- Du R+4 au RDC : pas de locaux.

5.4. Dégagement / GN 8

¹ Cette disposition a été validée par la commission communale de sécurité - PV CCS n°2007-8978 du 08/10/07

L'évacuation du public, du bâtiment C est réalisée par :

- 1 escalier encloisonné de 1 UP (**voir observation**) ;
- 1 échelle à crinoline débouchant au RDC, considérée comme un dégagement accessoire (**voir observation**).

5.5. Aménagements intérieurs

La réaction des matériaux dans les locaux et dégagements est :

- En M4 pour les revêtements sol ;
- En M2 pour les revêtements muraux ;
- En M1 pour les revêtements plafond.

La réaction des matériaux dans les escaliers encloisonnés est :

- En M3 pour les revêtements sol ;
- En M1 pour les revêtements muraux ;
- En M1 pour les revêtements plafond.

5.6. Ventilation / Désenfumage

L'escalier encloisonné est désenfumé naturellement par un exutoire dont la mise en œuvre s'effectue par des commandes de « tirer-lâcher » situées au niveau d'accès des secours et au dernier étage (**voir observation**).

5.7. Electricité / Eclairage

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et notamment à la norme NF C 15-100.

Le bâtiment est équipé d'un éclairage de sécurité par bloc autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).

5.8. Locaux à risques particuliers

Sans objet.

5.9. Moyens de secours

Les moyens de secours sont inchangés à l'exceptions des plans d'intervention (**voir observation**).

CLASSEMENT

a) Activité : Etablissement d'enseignement / Réfectoire / Amphithéâtre / Bibliothèque

b) Effectif théorique ou déclaré

NIVEAU	LOCAUX	TYPE	MODE DE CALCUL DES EFFECTIFS	PUBLIC	PERSONNEL
Ensemble des bâtiments	Salles de cours et petits amphithéâtres	R	R 2 - déclaratif	606	84
	Réfectoire	N	N 2 - déclaratif	100*	
	Amphithéâtre	L	L 3 – nombre de places assises	300*	
	Bibliothèque	S	S 2 - déclaratif	40*	
TOTAL	<i>*non cumulable</i>			606	84

Soit au total : 690 personnes

c) Classement

Type : R, N, L, S
Catégorie : 3^{ème}

REGLEMENTATION APPLICABLE AUX E.R.P.

- Code de la construction et de l'habitation - Articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 ainsi que R 184-4 et R 184-5, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 23 mars 1965 portant règlement de sécurité, dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.
- Arrêté du 05 février 2007, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 21 juin 1982, modifié relatif au type N.
- Arrêté du 12 juin 1995, modifié relatif au type S.
- Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Date de la dernière visite périodique : 18/06/2025 – avis favorable – PV CCS n° 516-25 du 10/07/25.

Date de la visite d'ouverture : non connue

Nom, qualité et coordonnées du demandeur : Mr ROUEDE (RUS) – 06.13.42.21.12
christophe.rouede@supmaritime.fr

Nom, qualité et coordonnées du maître d'œuvre : Energis engineering – 61 avenue Robert Schuman
13002 Marseille – 06.22.23.53.60 – administartif@energis-engineering.com

DOCUMENTS PRESENTES

Un dossier de demande d'autorisation de travaux n°013055 25 00642P0 du 1^{er} octobre 2025

OBSERVATIONS

La commission communale de sécurité (CCS) attire l'attention de l'exploitant sur les éléments suivants :

- Le dossier de sécurité mentionne un escalier de deux unités de passage, alors que la largeur de ce dégagement est de 1,20 mètres. Conformément à l'article GN 10 et le volume de l'escalier étant modifié lors des travaux, celui-ci doit respecter la réglementation actuelle, Il est donc comptabilisé 1 unité de passage pour 1,20 mètre de large.
- La largeur de l'échelle à crinoline, considérée comme un dégagement accessoire et exigible réglementairement n'est pas indiquée dans la notice de sécurité. Elle doit avoir une largeur minimale de 0.60 mètre.
- La notice de sécurité ne mentionne pas la résistance au feu des bloc-portes de l'escalier. Ils doivent être pare-flamme (PF) ½h et à fermeture automatique.
- Le système de sécurité incendie et notamment la détection automatique incendie doit être adapté à la nouvelle configuration des locaux.
- L'ouvrant de désenfumage rénové, ne doit disposer que d'une seule commande de mise en œuvre.
- Le tableau électrique du bâtiment est implanté à son niveau haut et, la coupure de celui-ci en cas d'urgence, n'est pas possible sans y accéder.

CONCERNANT LA STABILITE AU FEU DE L'ETABLISSEMENT

Cadre réglementaire :

Le règlement de sécurité en vigueur (arrêté du 23 mars 1965) lors de la construction du bâtiment prévoyait une stabilité au feu des structures de degré 1 heure (article CO 14). Or, historiquement, cette stabilité au feu n'a jamais été établie.

L'évolution des règles relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (arrêté du 25 juin 1980) confirme une stabilité au feu des structures de degré 1 heure.

L'absence de stabilité au feu de la structure du bâtiment, son niveau haut situé à 14 mètres au-dessus du niveau d'accès des secours et son seul escalier d'accès, métallique et intégré à la structure, ne sont pas de nature à faciliter l'intervention des secours en cas d'incendie.

Historique :

La CCS dans ses procès-verbaux n°93/664 du 11/06/1993 et n°95/062 du 11/01/1995 a demandé un « *contrôle de la stabilité mécanique au feu de la structure métallique de la passerelle* ».

Le 16/12/1999, un rapport de diagnostic de sécurité incendie rédigé par Qualiconsult indiquait :

« *Cette prestation (contrôle de stabilité) n'est pas incluse dans le présent diagnostic. Dans le cadre de la sécurité des personnes en cas d'incendie, il convient de privilégier l'évacuation, à cet effet, nous pouvons noter que :*

- *Ce niveau reçoit un effectif limité réglementairement à 19 personnes. (Affirmation devenue caduque suite à l'ajout de l'échelle à crinoline comme dégagement accessoire PV n°2007/8578 du 01.06.2007)*
- *Cet effectif est constitué de personnes valides physiquement capable d'évacuer dans un temps relativement court.*

Le danger potentiel pourrait provenir, à notre avis, d'un sinistre dans le bâtiment A qui rendrait impraticable l'escalier desservant la Passerelle et en particulier la première volée située dans l'emprise du bâtiment A.

Dans cette perspective, les mesures préventives suivantes pourraient être réalisées, après accord de la Commission de Sécurité :

- *Mise en œuvre d'une porte coupe-feu de degré 1/2 heure au moins en partie haute de la première volée de l'escalier métallique (située dans le bâtiment A) avec ferme-porte et barre anti-panique ;*
- *Mise à disposition du personnel responsable, d'une clé permettant l'ouverture de la porte donnant sur la toiture-terrasse à l'air libre du bâtiment A (porte accessible en descendant de la Passerelle, avant d'emprunter la volée reliant l'étage du bâtiment A) ; cette clé serait laissée en permanence dans la Passerelle, dans un emplacement indiqué par le chef d'établissement.*

La toiture-terrasse à l'air libre du bâtiment A, située à moins de 8 mètres du sol, pourrait ainsi servir de dégagement accessoire pour la Passerelle, en cas d'incendie dans le bâtiment A (terrasse accessible aux échelles à coulisses des services de secours et qui pourrait également être équipée d'une échelle à crinoline). »

Conclusion

A ce jour, aucune étude concernant la stabilité au feu de la structure n'a été établie. La CCS demande donc à l'exploitant de s'assurer de la stabilité au feu de degré une heure des éléments principaux de la structure conformément à l'article CO 12, ou, à défaut de faire une demande de dérogation auprès de la commission compétente afin de régulariser la situation.

PRESCRIPTIONS

1. Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 du code de construction et de l'habitation ; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.
2. Réaliser l'échelle à crinoline avec une largeur minimale de 0,60 mètres (CO 41).
3. Contrôler par une étude que les éléments principaux de structure disposent d'une stabilité au feu de degré 1 heure. A défaut, réaliser une demande de dérogation auprès de la commission compétente (CO 12).
4. Disposer la commande manuelle de mise en œuvre du désenfumage naturel de l'escalier suivant l'IT246 – 5.1 (DF 5).
5. Installer une coupure d'urgence électrique, au niveau bas du bâtiment, à proximité de l'accès à l'escalier (article R143-41) - **prescription reconduite PV n°516-25 du 10/07/2025**.
6. Encloisonner l'escalier avec des bloc-portes PF°½h à fermeture automatique (CO 24 et R 15).
7. Adapter le système de sécurité incendie à la nouvelle configuration des locaux (MS 56).
8. Faire réceptionner les travaux par un organisme agréé et faire établir un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT), conformément à l'article GE 3.
9. Faire établir par un contrôleur technique une attestation de bonne exécution de la mission solidité (mission L) et de solidité de l'ouvrage, lorsque son intervention est requise, article GE 3 et articles 4 et 46 au décret n°95-260 du 08 mars 1995.
10. Transmettre à la mairie de Marseille service DPPGR/ERP (dpgr-erp@marseille.fr), préalablement à la visite de réception des travaux visés et conformément au décret n°95-260 du 08 mars 1995 :
 - Le courrier de l'exploitant adressé au Maire de Marseille et sollicitant la réception des travaux ;
 - Le rapport de vérifications réglementaires après travaux, sans non-conformité ;
 - L'attestation du contrôleur technique lorsque son intervention est requise, précisant qu'il a bien exécuté l'ensemble de la mission L (solidité) ;
 - L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatif à la solidité conformément aux textes en vigueur.
11. Veiller à ce que les travaux ne soient pas susceptibles de créer un mouvement de gêne, confusion ou de panique lors d'une évacuation, ou d'être la cause d'un éventuel sinistre (GN 13).
12. Transmettre le plan d'intervention sous format informatique *.pdf à la Division Prévention - Ville de Marseille - Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille - prevention@bmpm.gouv.fr (MS 42).

DECISION

A l'issue de la réunion, la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

Avis FAVORABLE

à

- **Demande d'autorisation de travaux n°013055 25 00642P0 du 1^{er} octobre 2025 –Rénovation du bâtiment C (Passerelle) et mise en conformité de l'échelle à crinoline - Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM)**

La commission rappelle les dispositions de l'article R143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT

Monsieur Jean-Pierre COCHET



